



**Marchés de facteurs.** L'Inde a toujours exercé une discrimination contre l'agriculture en la taxant directement ou indirectement. Le marché des terres n'a pratiquement pas été faussé dans ce pays. Les principales distorsions causées aux marchés de facteurs sont observées sur le marché du travail dans le secteur « organisé », et sur le marché des capitaux sous l'effet du secteur bancaire nationalisé.

L'Inde a la deuxième plus importante population active au monde. Elle se classe aussi au deuxième rang mondial pour sa population. Les salaires n'y représentent qu'une fraction de ce qu'ils sont dans les pays développés. L'Inde a le troisième plus grand bassin de compétences scientifiques et techniques au monde. Mais sa productivité est faible, telle que mesurée selon la valeur ajoutée par travailleur du secteur manufacturier : elle n'est que le quart de celle de Singapour et que le dixième de celle du Japon. Les lois indiennes sur le travail sont telles que les syndicats peuvent bloquer le perfectionnement de la main-d'oeuvre et interdire aux firmes de réduire leurs opérations. L'Inde doit commencer à réformer ses lois vétustes sur le travail afin d'obtenir un marché du travail flexible.

**Entreprises d'État.** La part des entreprises d'État dans le PIB de l'Inde était d'environ 13 % en 1991. Le gouvernement fédéral indien a versé plus de cinq fois plus d'argent en subsides à ces entreprises en 1991 qu'il n'en a dépensé pour l'éducation ou pour la santé. Une étude de la Banque mondiale a révélé que la plus large part des subsides aux entreprises d'État est empochée par les riches et par la classe intermédiaire.<sup>18</sup> L'Inde s'efforce d'appliquer les réformes en contournant les entreprises d'État, et elle maintient ses exigences de licences dans 15 industries. Pour que les réformes puissent progresser davantage, le gouvernement indien devra réduire à moins de 50 % sa participation dans les entreprises d'État. Jusqu'à maintenant, il a montré peu d'empressement politique à prendre une telle mesure.

---

<sup>18</sup> La Banque mondiale, *Bureaucrats in Business*, 1995.

